



NATIONS UNIES

S/12494 (1978)

CONSEIL

DE SECURITE



COLLECTION

Distr.
GENERALE

S/12494/Add.1

1er mai 1978

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

NOTE VERBALE DATEE DU 28 AVRIL 1978, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL
PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET
D'IRLANDE DU NORD AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Le représentant permanent du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation et a l'honneur de se référer à la note verbale (S/12494), datée du 15 décembre 1977 que le Royaume-Uni lui a adressée au sujet de la résolution 418 (1977) du Conseil de sécurité.

Le Royaume-Uni applique depuis de nombreuses années un embargo effectif sur les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud, aux termes de l'Ordonnance de 1970 (sous sa forme modifiée) relative à l'exportation de marchandises (Contrôle) - sauf pour certains équipements de police paramilitaire, qui ont été ajoutés (aux termes de l'Ordonnance SI 1978 No 271) au groupe 1 de l'annexe 1 à ladite Ordonnance, les articles mentionnés dans la résolution 418 du Conseil de sécurité étaient déjà visés dans cette partie de l'Ordonnance. Aucune licence n'est accordée pour l'exportation de ces articles vers l'Afrique du Sud.

Un ordre en Conseil (SI 1978 No 277) a également été promulgué, interdisant à quiconque de conclure des accords de licence comme de l'utilisation, en Afrique du Sud, de brevets, modèles déposés, techniques ou renseignements industriels spécialement conçus ou formulés pour la fabrication ou l'entretien d'armes ou de matériel spécialement destinés à des fins militaires ou de police paramilitaire. Le texte de ces Ordonnances est reproduit en annexe.

Ces mesures, qui ont pris effet le 24 mars, complètent les dispositions législatives régissant l'application au Royaume-Uni de l'embargo obligatoire sur les armes à destination de l'Afrique du Sud, prévu par le Conseil de sécurité dans sa résolution 418 (1977). Les autorités responsables revoient actuellement, conformément au paragraphe 3 du dispositif de ladite résolution, les arrangements contractuels existants avec l'Afrique du Sud et les licences qui lui sont accordées, dont il est question dans le paragraphe en question.

Le Royaume-Uni tient à donner au Secrétaire général l'assurance qu'il est fermement décidé à s'acquitter fidèlement, sous tous leurs aspects, des obligations qui lui incombent en vertu de la résolution 418 (1977) et à coopérer pleinement avec le Comité des sanctions créé en application de la résolution 421 (1977) du Conseil de sécurité.

Le représentant permanent du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies demande que le texte de la présente lettre soit distribué comme document du Conseil de sécurité.

Annexe I

TEXTES LEGISLATIFS

1970 No 1288

DOUANES ET ACCISES

Ordonnance de 1970 relative à l'exportation de marchandises (Contrôle)

En date du 1er septembre 1970

Entrée en vigueur le 28 septembre 1970

L'Office du commerce, dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 1 de la loi de 1939 a/ sur les pouvoirs en matière d'importation, d'exportation et de douanes (défense), ordonne par les présentes ce qui suit :

Titre et entrée en vigueur

1. La présente ordonnance peut être désignée sous le nom d'Ordonnance de 1970 relative à l'exportation de marchandises (Contrôle) et entrera en vigueur le 28 septembre 1970.

Abrogation, etc.

2. Les ordonnances de 1931-37 b/ interdisant les exportations d'armes sont suspendues par les présentes et les ordonnances mentionnées à l'annexe 2 de la présente ordonnance sont abrogées :

Etant entendu que toute licence ou autorisation accordée ou ayant effet en vertu de l'une quelconque des ordonnances abrogées par les présentes qui étaient en vigueur immédiatement avant que la présente ordonnance n'ait pris effet, sera valable comme si elle avait été accordée en vertu des dispositions pertinentes de la présente ordonnance.

Interprétation

3.1) Dans la présente ordonnance :

Le terme "bovins" désigne les taureaux, les vaches, les boeufs, les génisses et les veaux;

a/ 1939 c. 69.

b/ S.R. & O. 1931/413, 1937/525 (Rev. V, p. 499, 501; 1931, p. 252; 1937, p. 612).

Le terme "Commonwealth" désigne la zone de préférence du Commonwealth, telle qu'elle est définie à l'article 2 de la loi de 1958 a/ sur les droits d'entrée, à l'exclusion de la Birmanie, de la République d'Irlande, de la République sud-africaine et de la Rhodésie du Sud;

Le terme "marchandises", sauf indication contraire, désigne les marchandises neuves et d'occasion;

Le terme "ovins" désigne les béliers, les moutons, les brebis et les agneaux;

L'expression "condamnation en vertu d'une procédure sommaire" désigne, en ce qui concerne l'application de la présente ordonnance à l'Irlande du Nord, une condamnation en vertu de la loi de 1851 b/ sur les tribunaux de comté (Irlande) et de toute loi portant modification de ladite loi dans le passé ou à l'avenir;

Le terme "porcins" désigne les porcs de tous âges, mâles et femelles;

L'expression "Royaume-Uni" désigne également l'île de Man;

Les références numériques aux normes britanniques dans l'annexe 1 de la présente ordonnance sont des références aux normes publiées par la British Standards Institution durant l'année indiquée, compte tenu de toutes modifications qui pourraient y avoir été apportées avant la promulgation de la présente ordonnance;

Les références aux pourcentages relatifs à la composition des marchandises dans l'annexe 1 de la présente ordonnance sont des références aux pourcentages de poids;

Tous autres termes et expressions définis dans l'annexe 1 de la présente ordonnance ont, lorsqu'ils sont utilisés dans le contexte mentionné dans la définition, la signification qui leur est ainsi attribuée; et

Les correspondances en unités du système métrique indiquées entre parenthèses dans l'annexe 1 après les chiffres en unités impériales n'ont qu'un caractère approximatif et, aux fins de la présente ordonnance, ce sont les chiffres en unités impériales qui prévalent.

2) La loi de 1889 c/ relative à l'interprétation s'applique pour l'interprétation de la présente ordonnance comme elle s'applique pour l'interprétation d'une loi du Parlement, et comme si la présente ordonnance, les ordonnances qu'elle abroge et toute autre ordonnance ici mentionnée étaient des lois du Parlement.

a/ 6 & 7 Eliz. 2 c. 6.

b/ 1851 c. 93.

c/ 1889 c. 63.

Interdictions et restrictions en matière d'exportation

4. Sous réserve des dispositions de la présente ordonnance :

- i) Les marchandises décrites dans l'annexe 1 de la présente ordonnance et portant l'indication A ne peuvent être exportées du Royaume-Uni, ni embarquées sur un navire en tant que provisions de bord;
- ii) Les marchandises décrites dans ladite annexe mais ne portant pas l'indication A ne peuvent être exportées du Royaume-Uni vers aucun port ou aucune destination autres qu'un port ou une destination dans le Commonwealth, la République d'Irlande, la République d'Afrique du Sud ou les Etats-Unis d'Amérique, ni embarquées sur un navire en tant que provisions de bord;
- iii) L'exportation de toute autre marchandise du Royaume-Uni vers une destination quelconque en Rhodésie du Sud est interdite.

Exceptions

5.1) Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article, aucune disposition de l'article 4 de la présente ordonnance ne sera interprétée comme interdisant les exportations suivantes :

Marchandises faisant l'objet d'une licence d'exportation et provisions de bord autorisées

- a) Toute marchandise faisant l'objet d'une licence délivrée par l'Office du commerce, ou l'embarquement sur un navire en tant que provisions de bord de toute marchandise autorisée par le fonctionnaire compétent du Service des douanes et accises du port de départ et devant être utilisée à bord du navire, étant entendu que toutes les conditions attachées à ladite licence ou à ladite autorisation doivent être remplies;

Echantillons

- b) Les échantillons commerciaux de toutes marchandises, à l'exception des marchandises figurant dans le groupe 1 de l'annexe 1 de la présente ordonnance, si lesdits échantillons n'ont aucune valeur marchande;

Aéronefs

- c) i) Tout aéronef immatriculé en dehors du Royaume-Uni qui est réexporté après importation temporaire au Royaume-Uni, à condition qu'aucun changement de propriétaire ou d'immatriculation ne soit intervenu depuis ladite importation;

- ii) Tout aéronef effectuant un trajet régulier, au sens de l'article 24 2) de l'Air Corporations Act 1949 a/;

Aéroglisseurs

- d) Par aéroglisseur, il faut entendre tout véhicule conçu pour se déplacer au-dessus du sol, de l'eau ou de toute autre surface au moyen d'un coussin d'air lui servant totalement ou partiellement d'appui, et qui effectue un trajet régulier, au sens de l'article 24 2) de l'Air Corporations Act 1949;

Armes à feu et munitions

- e) Les armes à feu et les munitions ne figurant pas dans le groupe 9 de l'annexe 1 de la présente ordonnance, dont la détention est autorisée par un permis valide d'arme à feu ou de fusil de chasse délivré ou ayant effet comme s'il avait été délivré en vertu de la loi de 1968 b/ sur les armes à feu, ou par un permis valide d'arme à feu délivré en Irlande du Nord en vertu de l'article premier de la loi de 1920 c/ sur les armes à feu, et formant partie intégrante des effets personnels du détenteur, à condition que le permis soit présenté par le détenteur, en même temps que les armes à feu et les munitions, au fonctionnaire compétent du Service des douanes et accises au port d'exportation;

Iles anglo-normandes

- f) Toutes les marchandises autres que
- i) Les marchandises figurant dans le groupe 1 de l'annexe 1 de la présente ordonnance; et
 - ii) Les marchandises conformes à la description des articles manufacturés ou produits plus de 100 ans avant la date d'exportation qui figure dans le groupe 9 de ladite annexe,
- exportées à destination d'un quelconque port ou d'un quelconque point des îles anglo-normandes;

Diamants

- g) Les diamants non montés, exportés
- i) Par lettre recommandée, par colis postal assuré ou par avion à destination de n'importe quel point; ou

a/ 1949 c. 91.

b/ 1968 c. 27.

c/ 1920 c. 43.

- ii) Par colis postal assuré à destination de n'importe quel point de l'un quelconque des territoires qui figurent présentement sur la liste des territoires énumérés dans l'Exchange Control Act de 1947 a/;

Diamants montés en bijoux

- h) Les bijoux en diamant ou les bijoux sertis de diamants appartenant en propre à une personne qui quitte le Royaume-Uni en emportant lesdits bijoux dans ses bagages ou en les portant sur elle, à l'exclusion de tout article fabriqué plus de 100 ans avant la date d'exportation;

Articles stratégiques

- i) Toutes les marchandises dont la réexportation est autorisée par une licence délivrée par l'Office du commerce en vertu du Control of Goods (Import Certificates) Order de 1951 b/, si ladite licence est dûment présentée au fonctionnaire compétent du Service des douanes et accises au port d'embarquement ou, dans le cas où les articles sont exportés par voie postale, à un fonctionnaire du bureau de poste dans lequel ces articles sont expédiés;

Bétail sur pied (bovins, ovins et porcins)

- j) i) Tout animal au sujet duquel est dûment remis au fonctionnaire compétent du Service des douanes et accises au lieu d'exportation une licence délivrée en vertu de l'article 9 1) a) de l'Exported Animals Protection Order de 1964 c/;
- ii) Le bétail sur pied (bovins, ovins et porcins) exporté d'Irlande du Nord en République d'Irlande;

Cadeaux

- k) Tout colis contenant des articles figurant dans le groupe 9 de l'annexe 1 de la présente ordonnance ou des oeufs de basse-cour à condition que :
 - i) Ledit colis soit exporté par la poste;
 - ii) Les articles soient un cadeau offert de bonne foi par un particulier qui est désigné sur la partie extérieure du colis comme étant l'expéditeur (ci-après dénommé le "donateur") à un particulier auquel le colis est expressément adressé;

a/ 1947 c. 14.

b/ S.I. 1951/1016 (1951 III, p. 548).

c/ S.I. 1964/704 (1964 II, p. 1352).

- iii) La valeur de tous les articles contenus dans le colis n'excède pas 25 livres;
- iv) Le colis ne contienne pas d'articles qui ne soient pas un cadeau offert de bonne foi par un particulier;
- v) Toute déclaration qui doit être faite par le donateur au sujet du colis contienne une description complète et précise de tous les articles contenus dans ledit colis et la mention que tous ces articles constituent des cadeaux non sollicités.

Dans le présent paragraphe, le terme "particulier" ne s'applique pas aux personnes morales constituées ou non en sociétés ni à plus d'une personne physique.

Viande de porc

- 1) La viande de porc exportée à destination de tout port ou de tout point de la République d'Irlande.
- 2) Aucune disposition du paragraphe 1 du présent article ne pourra être interprétée comme permettant d'exporter du Royaume-Uni à destination d'un point quelconque de la Rhodésie du Sud l'un quelconque des articles dont l'exportation est interdite en vertu du Southern Rhodesia (United Nations Sanctions) (No 2) Order de 1968 a/, compte tenu des amendements qui peuvent lui être apportés.

Pouvoirs de l'Administration des douanes d'exiger des preuves quant au lieu de livraison des marchandises

6. Tout exportateur ou expéditeur de marchandises exportées du Royaume-Uni fournira, à la demande des commissaires aux douanes et accises et dans les délais que ces derniers pourront lui accorder, des preuves suffisantes que les marchandises sont parvenues soit :

- i) En un lieu où elles pouvaient être exportées en vertu d'une licence délivrée aux fins de la présente ordonnance ou
- ii) En un lieu où leur exportation n'était pas interdite en vertu de la présente ordonnance;

et, s'il ne le fait pas, il sera passible d'une amende de 500 livres à moins qu'il ne prouve qu'il n'a pas consenti à ce que les marchandises soient livrées à une destination autre que l'une des destinations susmentionnées ou qu'il n'a pas participé à ce changement de destination.

a/ S.I. 1968/1020 (1968 II, p. 2683).

Infractions concernant les demandes d'autorisation

7. Si, en vue d'obtenir une licence ou une autorisation pour l'exportation ou l'embarquement de marchandises en tant que provisions de bord, une personne fait une déclaration ou fournit un document ou un renseignement qui à sa connaissance est faux sur un point de fait ou fait imprudemment une déclaration qui est fausse sur un point de fait, ladite personne commet une infraction et peut être condamnée, en vertu d'une procédure sommaire, à une amende de 100 livres au plus ou à une peine d'emprisonnement de six mois au plus ou à ces deux peines à la fois; et toute licence ou autorisation accordée pour l'exportation ou l'embarquement de marchandises en tant que provisions de bord à la suite d'une demande à propos de laquelle la fausse déclaration a été faite ou le faux document ou le faux renseignement a été fourni, est entachée de nullité à partir du moment où elle a été accordée.

Déclaration relative aux marchandises : droit de fouille

8.1) Toute personne qui, à un moment quelconque, est sur le point de quitter le Royaume-Uni doit, si un fonctionnaire du Service des douanes et accises lui en fait la demande :

- a) Déclarer si elle emporte ou non avec elle des articles dont l'exportation du Royaume-Uni est interdite ou soumise à restriction en vertu de la présente ordonnance; et
- b) Produire les articles de cette nature qu'elle emporte avec elle;

et le fonctionnaire ou toute personne agissant sur ses instructions peut fouiller cette personne aux fins de déterminer si elle emporte de tels articles :

Etant entendu toutefois qu'une femme ne peut être fouillée en vertu des dispositions du présent paragraphe que par une autre femme.

2) Si, en un lieu quelconque du Royaume-Uni, une personne se trouve, à un moment quelconque, dans une situation telle qu'on peut raisonnablement supposer qu'elle est entrée en contact ou se propose d'entrer en contact avec une personne qui est sur le point de quitter le Royaume-Uni, les dispositions du paragraphe 1 du présent article s'appliquent à la première personne comme elles s'appliquent à la personne qui se prépare à quitter le Royaume-Uni; et lorsqu'une personne se trouve, à un moment quelconque, en cours de déplacement au Royaume-Uni à destination ou en provenance d'un endroit où elle aurait pu ou pourrait se trouver dans la situation précitée, les mêmes dispositions lui sont applicables de la même manière que si elle était sur le point de quitter le Royaume-Uni.

3) Toute personne qui refuse de faire une déclaration, qui ne produit pas un article ou qui refuse de se laisser fouiller conformément aux dispositions précédentes du présent article, ou qui fait une fausse déclaration sur un point de fait, commet une infraction et peut être condamnée, en vertu d'une procédure sommaire, à une amende de 100 livres ou à une peine d'emprisonnement de six mois au plus, ou à ces deux peines à la fois.

Descriptions faisant double emploi

9. Si un article répond à une description figurant à l'annexe 1 de la présente ordonnance et y est indiqué par la lettre A tout en répondant également à une autre description de ladite annexe sans y être indiqué par cette lettre, ledit article est considéré comme répondant uniquement à la première description.

Modification et révocation de licences, etc.

10.1) Toute licence accordée par l'Office du commerce conformément à l'article 1'article 5 a) ou ayant le même effet que si elle avait été accordée de cette manière peut être à tout moment modifiée ou révoquée par l'Office du commerce.

2) Toute autorisation accordée par le fonctionnaire compétent du Service des douanes et accises pour l'expédition de toute marchandise en tant qu'approvisionnement de navire peut être modifiée ou révoquée à tout moment par ledit fonctionnaire.

N. E. Robins

Secrétaire adjoint de l'Office du commerce

1er septembre 1970

Annexe 1

Groupe 1

Aéronefs, armes, fournitures et matériels militaires

Aéronefs et pièces détachées, à savoir :

- | | | |
|----|--|---|
| 1) | Aéronefs, montés ou non, autres que les planeurs (sans moteur), à deux places au maximum et d'un poids total ne dépassant pas 1 500 livres | A |
| 2) | Pièces détachées et éléments spéciaux utilisés dans ou sur un aéronef du type visé à l'alinéa 1 ci-dessus | A |
| 3) | Moteurs d'avion et pièces détachées | A |

Appareils et matériels conçus spécialement pour être utilisés dans des avions, à savoir :

Combinaisons anti-g	A
Valves anti-g	A
Convertisseurs à oxygène liquide	A
Combinaisons pour pression partielle	A
Appareils respiratoires pressurisés	A

Matériels à utiliser avec des armes et appareils spécialement conçus pour les opérations sur terre, sur mer et dans les airs A

Dispositifs mécaniques destinés à produire de la fumée à des fins militaires A

Armes et munitions et pièces détachées correspondantes, à savoir :

- 1) Armes légères, mitrailleuses et fusils à âme lisse, à savoir :
 - a) Carabines, pistolets (y compris pistolets mitrailleurs), révolvers, fusils, fusils à âme lisse A
 - b) Armes automatiques, mécanismes interrupteurs et affûts pour armes automatiques A
- 2) Artillerie et dispositifs de lancement, à savoir :
 - a) Canons, obusiers, lance-flammes militaires, mortiers, canons sans recul, lance-roquettes, lance-fusées, armes antichars A
 - b) Affûts et accessoires d'affûts pour les armes mentionnées en a) A
 - c) Lanceurs de projectiles, fumigènes à gaz et pyrotechniques militaires A
- 3) Munitions, y compris les projectiles pour toutes les armes mentionnées aux alinéas 1 et 2 ci-dessus A
- 4) Pièces détachées pour tous les articles susmentionnés A

Baïonnettes et pièces détachées	A
Bombes, mines, missiles guidés ou non, roquettes, torpilles, appareils conçus pour être utilisés avec ces armes et pièces détachées :	
1) Bombes, torpilles, grenades (y compris grenades fumigènes), pots fumigènes, roquettes, mines, missiles guidés ou non, grenades anti-sous-marines, bombes incendiaires et pièces détachées	A
2) Appareils et instruments spécialement conçus pour la manutention, la commande, l'activation, le lancement, la pose, le dragage, l'enlèvement, le désamorçage, l'explosion ou la détection des engins mentionnés à l'alinéa 1) ci-dessus et pièces détachées	A
Vêtements à l'épreuve des balles	A
Equipement centrifuge spécialement conçu pour l'essai de l'un quelconque des engins du groupe 1	A
Ordinateurs pour l'interception aérienne	A
Matériel de construction à des fins militaires, spécialement conçus pour le transport aéroporté	A
Dispositifs de détection des gaz toxiques figurant dans le présent groupe	A
Dispositifs de mise à feu de pièges explosifs	A
Appareils de plongée et de nage sous-marine, autonomes, à circuit fermé ou semi-fermé et instruments spécialement conçus pour être utilisés avec ces appareils	A
Obturbateurs actionnés électriquement, à injection au carbone ou à fonction photochromique, ayant une vitesse d'obturation inférieure à 100 microsecondes, autres que les obturbateurs spécialement conçus pour les appareils photographiques à grande vitesse d'obturation	A
Matériel électronique spécialement conçu à des fins militaires et composants	A
Matériel spécialement conçu pour vérifier au sol le fonctionnement des systèmes hydrauliques des avions militaires	A

Explosifs, propergols et produits analogues :

1) a)	Perchlorate d'ammonium	A
b)	Nitrate de cellulose (sec ou mouillé)	A
c)	Dinitrophénol (sec ou mouillé)	A
d)	Nitrate de guanidinium	A
e)	Hydrazine et ses dérivés :	
	Diméthylhydrazine asymétrique	A
	Diméthylhydrazine symétrique	A
	Hydrazine à 70 p. 100 de concentration ou plus	A
	Nitrate d'hydrazinium	A
	Perchlorates d'hydrazinium	A
	Méthylhydrazine	A
f)	Eau oxygénée à 85 p. 100 ou plus de concentration	A
g)	Acide nitrique, fumant, contenant moins de 3 p. 100 d'eau	A
h)	Perfluoroguanidines	A
i)	Picrates (secs ou mouillés)	A
j)	Stabilisateurs d'explosifs :	
	Diéthylldiphénylurée symétrique (centralite 1)	A
	Diméthylldiphénylurée symétrique (centralite 2)	A
	Diphénylurée asymétrique	A
	Diphénylcarbamate d'éthyle	A
	Ethylasym diphénylurée	A

Di-o-tolylcarbamate d'éthyle	A
N-éthylphénylcarbamate d'éthyle	A
Méthylasymdiphénylurée	A
2-Nitrodiphénylamine	A
N-méthyl-p-nitroaniline	A
2) Carburants solides ou liquides à base chimique hautement énergétiques spécialement conçus à des fins militaires	A
3) Explosifs, non mentionnés ailleurs, définis au chapitre 3 de la loi de 1875 sur les explosifs .	A

Les dispositifs de conduite du tir, de télémétrie et
d'observation suivants :-

Dispositifs de conduite du tir, de pointage, d'obser- vation de nuit, de poursuite et de guidage des missiles	A
Télémètres, appareils de mesure de la position et télémètres altimétriques et instruments de repérage spécialement conçus à des fins militaires	A
Dispositifs de pointage électroniques, gyroscopiques, acoustiques et optiques, spécialement conçus à des fins militaires	A
Systèmes de visée et ordinateurs pour lancement de bombes, viseurs pour canon et périscopes, spécialement conçus à des fins militaires	A
Appareils de visée par télévision spécialement conçus à des fins militaires	A
Éléments de tous les dispositifs mentionnés ci-dessus	A
Dispositifs de télémessure et de télécontrôle pouvant être installés sur des avions (avec ou sans pilote), des missiles (guidés ou non) ou des véhicules spatiaux (guidés ou non) et matériel spécialisé pour la véri- fication de ces dispositifs	A

Détonateurs et éléments de détonateurs	A
Masques à gaz, appareils respiratoires et autres dispositifs de protection du même type, masques et boîtiers à filtre pour ces masques	A
Acier plaqué or	A
Pièces brutes de forge pour canons	A
Tourelles de canons, y compris des barbottes, et pièces détachées	A
Aéroglesseurs, c'est-à-dire des véhicules conçus pour être maintenus en sustentation lorsqu'ils sont en marche, en totalité ou en partie, par de l'air expulsé du véhicule et formant un coussin s'appuyant sur le sol, l'eau ou toute autre surface au-dessous du véhicule, et éléments d'aéroglesseurs :	
1) Aéroglesseurs, montés ou en pièces détachées ..	A
2) Pièces et éléments spécialement conçus pour être montés sur les aéroglesseurs ou installés à l'intérieur de ceux-ci	A
3) Moteurs pour aéroglesseur	A
4) Pièces et éléments spécialisés pour les moteurs des aéroglesseurs	A
Tubes convertisseurs infrarouge d'images	A
Instruments ou dispositifs pouvant mesurer automatiquement la vitesse du son <u>in situ</u> dans l'eau et permettant des mesures différentielles de sensibilité dans la proportion de 1 à 5000 ou plus et éléments spécialisés	A
Matériel équipé de ces instruments ou dispositifs ...	A
Cinéthéodolites	A
Outils servant à couper ou à travailler le métal :	
Broches pour le rayage des canons	A
Forets ou barres pour le perçage de canons d'armes individuelles	A

Matériel militaire suivant :

Casques de protection	A
Casques en acier	A
Matériel militaire infrarouge et éléments spécialisés	A

Matériel de marine :

Accumulateurs (batteries électriques), du type utilisé pour la propulsion des sous-marins, et éléments suivants :

Accumulateurs, plomb-acide	A
Enveloppes	A
Couvercles	A
Plaques et grilles	A
Séparations	A
Câbles, flottants ou quasi flottants	A
Catapultes et autres dispositifs similaires de lancement d'aéronefs	A
Compas et indicateurs de cap des navires, conçus spécialement pour les sous-marins	A
Moteurs diesel d'une puissance au frein de 1 500 chevaux et plus, et d'une vitesse de rotation de 700 tours/minute ou plus, conçus spécialement pour les sous-marins	A
Moteurs électriques d'une puissance au frein de plus de 1 000 chevaux, à inversion rapide du sens de marche, à refroidissement par liquide, et entièrement étanches, conçus spécialement pour sous-marins	A
Affûts de canon et pièces détachées	A
Chaudières de marine ayant l'une ou l'autre des caractéristiques suivantes :	
a) Un taux de dégagement de chaleur (valeur nominale maximale) égal ou supérieur à 190 000 BTU par heure et par pied cube de volume de chauffe	A

ou

- b) Un taux de production de vapeur en livres par heure (valeur nominale maximale), par rapport au poids sec de la chaudière exprimé en livres, égal ou supérieur à 0,83 A

Filets, anti-sous-marins et antitorpilles A

Moteurs diesel non magnétiques capables de développer une puissance au frein de 50 chevaux ou plus, conçus spécialement à des fins militaires et ayant :

- a) Des éléments non magnétiques autres que le carter, le bloc moteur, la culasse, les pistons, les caches, les sièges de soupapes, les joints et les circuits d'alimentation en carburant, de lubrification et autres A

ou

- b) Des éléments non magnétiques d'un poids total supérieur à 75 p. 100 du poids du moteur complet A

Périscopes de sous-marin A

Dispositifs de visée, de commande ou de chargement de torpilles, tubes lance-torpilles et autres dispositifs pour le lancement de torpilles A

Gaz toxiques suivants :

Bromoacétone A

Cyanure de bromobenzyle A

Brome (éthylméthylcétone) A

oChlorobenzylidenemalononitrile
(oChlorobenzalmalononitrile) A

monoChlorométhylechloroforme A

2-Chlorotriéthylamine A

Dibromodiméthyléther A

Dichlorodiméthyléther A

Dichloro-2,2'-triéthylamine A

Diphénylaminechloroarsine	A
Diphénylchloroarsine	A
Diphénylcyanoarsine	A
Bromoacétate d'éthyle	A
Diméthyl-NN phosphoramidocyanidate d'éthyle	A
Iodoacétate d'éthyle	A
Ethyldibromoarsine	A
Ethyldichloroarsine	A
Lewisite (chlorovinylchloroarsine et dichlorodivinyldichloroarsine)	A
Méthyldichloroarsine	A
Gaz moutarde (sulphure de dichlorodiéthyle)	A
Chlorure de phénylcarbylamine (chlorure de phénylaminocarbonyle)	A
Chlorure de phénylacyle (w-Chloroacétophénone)	A
Phényldibromoarsine	A
Phényldichloroarsine	A
Méthylphosphonofluoridate de pinacolyle	A
Méthylphosphonofluoridate d'isoPropyle	A
2:2':2" Trichlorotriéthylamine	A
Parachutes	A
Instruments et appareils photographiques :	
Appareils photographiques spécialement conçus pour l'observation et la reconnaissance aériennes	A
Photomitrailleuses	A
Machines spécialement conçues pour le développement continu de film ou papier photographique d'une largeur de 50 millimètres ou plus	A

Dispositifs et appareils de ravitaillement d'avion :

- 1) Dispositifs de ravitaillement d'avion, à pression et à circuit ouvert, ayant une capacité de pompage supérieure à 100 gallons impériaux par minute A
- 2) Manchons ou accouplements et valves de contrôle de la pression ou du flux conçus spécialement pour le ravitaillement sous pression d'avion A
- 3) Tambours pour l'enroulement de tuyaux, dispositifs de ravitaillement ou autres appareils contenant un des éléments de l'alinéa 2) de la présente rubrique A

Dispositifs et appareils de ravitaillement pour missiles guidés ou non A

Dispositifs de décollage assisté par fusées et pièces détachées A

Moteurs de fusées et pièces détachées A

Consoles de commande de projecteurs A

Projecteurs à puissance réglable dont le réflecteur a un diamètre de 50 centimètres ou plus A

Silencieux et viseurs télescopiques pour armes à feu A

Outils, matériel et appareils spéciaux conçus pour l'examen, la fabrication, l'essai et la vérification des armes, munitions, appareils et machines mentionnés dans ce groupe, notamment les éléments suivants :

Machines à percer les plaques de blindage, autres que les machines à percer radiales A

Raboteuses pour plaques de blindage A

Presses de trempage de plaques de blindage A

Machines pour la fonte de pièces d'artillerie A

Tours aléseurs à copier pour la fabrication de bombes .. A

Perceuses pour la fabrication de nez et d'empennages de bombes A

Machines à forger les nez et les empennages de bombes .. A

Tours pour la fabrication de bombes A

Machines à broches multiples pour l'assemblage des balles	A
Machines à canneler les balles	A
Machines à noyauter les balles	A
Machines pour le taillage et le bombement des balles ...	A
Machines pour l'étirage des balles	A
Machines à calibrer les balles	A
Machines à façonner le plomb des balles	A
Machines à appointer, façonner et mettre à dimensions les balles	A
Machines à ébarber les balles	A
Balances pour le pesage des balles	A
Machines pour la charge automatique des cartouches	A
Machines pour le taillage et le bombement des coiffes de cartouches	A
Machines pour le vernissage des coiffes de cartouches ..	A
Presses à douilles	A
Perceuses d'évents de douilles	A
Poinçonneuses d'évents de douilles	A
Tours à façonner les têtes de douilles	A
Tours aléseurs pour cols de douilles	A
Bobineuses de cordite pour cartouches	A
Machines à vernir et à presser les coupelles de cartouches	A
Machines à finir et à monter les cartouches	A
Machines à calibrer et à peser les cartouches	A
Machines à vernir les cols de cartouches	A
Machines à calibrer ou à redresser les cartouches	A

Bourreuses de cartouches	A
Machines centrifuges pour couler des tubes longs de 6 pieds ou davantage, avec une épaisseur de paroi de 2 pouces ou davantage	A
Machines à rayer et à aléser les tubes de canons	A
Machines à rayer les tubes de canons	A
Machines à forer les tubes de canons	A
Machines à percer et à tourner les canons	A
Machines à roder les canons de 6 pieds ou davantage	A
Tours à vis pour canons	A
Machines à rayer les canons	A
Presses à redresser les canons	A
Machines à tremper par induction pour couronnes de tourelles et barbotins de chars	A
Calibres, montures et autres dispositifs ou accessoires pour le travail des métaux conçus spécialement pour être employés dans la fabrication de munitions, d'armes à feu, de pièces d'artillerie et d'autres fournitures et équipements pour la guerre terrestre, marine ou aérienne	A
Presses à tréfiler et à étirer pour obus et douilles d'obus	A
Presses à fretter les obus	A
Tours aléseurs pour obus	A
Tours à façonner le cuivre pour obus	A
Presses à forger pour obus	A
Tours à canneler et à tailler pour obus	A
Presses à façonner têtes ou ogives d'obus	A
Tours pour obus	A
Machines à charger les obus	A
Tours du type banc inversé pour façonnage grossier des obus	A

Tours à revolver spécialisés pour la fabrication d'obus	A
Exploseurs automatiques d'obus	A
Evideuses pour la fabrication d'armes individuelles	A
Perceuses pour la fabrication d'armes individuelles	A
Machines à rainurer ou à forer les canons d'armes individuelles	A
Machines à rayer pour la fabrication d'armes individuelles	A
Aléseuses pour la fabrication d'armes individuelles	A
Polisseuses de roulements de tourelles de chars	A
Matériel de largage de ravitaillements par aéronef	A
Chars, canons automoteurs et véhicules, à savoir :	
Chars et canons automoteurs	A
Véhicules militaires armés ou blindés et véhicules équipés d'affûts	A
Trains blindés	A
Semi-chenillés militaires	A
Véhicules de dépannage militaires	A
Transporteurs de canons et tracteurs conçus spécialement pour tracter des pièces d'artillerie	A
Remorques spécialement conçues pour transporter des munitions	A
Véhicules militaires amphibies et de franchissement de gués profonds	A
Ateliers mobiles de dépannage spécialement conçus pour entretenir du matériel militaire	A
Pièces détachées des matériels précédents	A

Dispositifs d'instruction spécialement conçus à des fins militaires, à savoir :

Matériels d'instruction pour la formation au pilotage et à la navigation et pièces détachées ... A

Autres matériels d'instruction A

Pneus et chambres à air, à savoir :

Pneus à l'épreuve des balles et "roule-à-plat" et chambres à air doubles et à autocolmatage A

Enveloppes externes et chambres à air pour aéronefs A

Annexe

TEXTES LEGISLATIFS

1974 No 2189

DOUANES ET ACCISES

Ordonnance de 1974 relative à l'exportation de marchandises (Contrôle)
(amendement No 5)

En date du 23 décembre 1974

Entrée en vigueur

Aux fins de l'article 2 a),
d), f) et g) le 1er janvier 1975

A toutes autres fins le 13 janvier 1975

Le Secrétaire d'Etat, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 1 de la Loi de 1939 a/ sur les pouvoirs en matière d'importation, d'exportation et de douanes (Défense), et des pouvoirs dont il est maintenant investi b/, ordonne par les présentes ce qui suit :

1. 1) La présente ordonnance peut être désignée sous le nom d'Ordonnance (amendement No 5) de 1974 relative à l'exportation de marchandises (Contrôle). Elle entrera en vigueur le 1er janvier 1975 aux fins de l'article 2 a), d), f) et g), et le 13 janvier 1975 à toutes les autres fins.

2) La loi de 1889 c/ relative à l'interprétation s'applique à l'interprétation de la présente ordonnance de la même façon qu'elle s'applique à l'interprétation des lois du Parlement.

2. L'Ordonnance de 1970 d/, sous sa forme modifiée e/, relative à l'exportation des marchandises (Contrôle) est complétée comme suit :

a) A l'article 3 1)

Après la définition du mot "marchandises", sont ajoutées les dispositions ci-après :

"Ce qui inclut les navires, sauf si le contexte l'interdit;

a/ 1939, c. 69.

b/ Voir S.I. 1970/1537 (1970 III, p. 5293)

c/ 1889 c. 63.

d/ S.I. 1970/1288 (1970 III, p. 4270).

e/ Les décrets modificatifs ne concernent par la matière traitée au présent décret.

Par 'licence d'importation' on entend l'autorisation accordée par le Secrétaire d'Etat aux fins de la présente ordonnance, certifiant que l'importateur s'est engagé auprès du Secrétaire d'Etat à importer dans le Royaume-Uni les marchandises spécifiées dans la licence :

Etant entendu que toute licence d'importation au sens de l'Ordonnance de 1951 a/ sur le contrôle des marchandises soumises à licence d'importation, sous sa forme modifiée b/, et précédemment en vigueur avant la promulgation de la présente ordonnance, produira effet de la même manière que si elle avait été accordée aux termes des dispositions correspondantes de la présente ordonnance

Par 'importation' et 'exportation' en matière de navires, on entend le fait de faire entrer un navire au Royaume-Uni ou de l'en faire sortir, que ce navire transporte ou non des passagers ou des marchandises, et qu'il fasse ou non route par ses propres moyens; les expressions apparentées seront interprétées en conséquence;

Par 'navire' on entend la coque ou une partie de la coque d'un navire;"

- b) A la fin du paragraphe i) de l'article 4 est ajouté ce qui suit :

"L'exportation de toutes marchandises figurant dans le groupe 7 de ladite liste, et indiquées par la lettre S, est interdite à partir du Royaume-Uni vers tout port ou vers toute destination après livraison, ou aux fins de livraison directe ou indirecte à toute personne en Albanie, Bulgarie, Chine, Tchécoslovaquie, République démocratique allemande, Hongrie, Corée du Nord, Nord Viet Nam, Pologne, Roumanie et Union des Républiques socialistes soviétiques;"

- c) A l'article 4 ii) après "A" est ajouté "ou S";

- d) A la fin du paragraphe iii) de l'article 4, se trouve ajouté ce qui suit :

"iv) Est interdite l'exportation à partir du Royaume-Uni, même comme approvisionnement de navire, de toutes marchandises exportées à partir d'un pays quelconque, et ayant bénéficié d'une licence d'importation, que ce soit avant ou après la promulgation de la présente ordonnance.";

- e) A la fin de l'article 5 1) (concernant certaines exceptions au contrôle des exportations) est ajouté ce qui suit :

a/ S.I. 1951/1016 (1951 III, p. 548).

b/ S.I. 1957/142 (1957 II, p. 2384).

"Navires

n) Tout navire immatriculé ou construit hors du Royaume-Uni et qui serait réexporté après importation temporaire au Royaume-Uni.

o) Tout navire quittant le Royaume-Uni pour essais."

f) L'article 5 1) i) est abrogé;

g) A l'article 10 1), avant le mot "licence", est inséré ce qui suit :

"Licence d'importation ou", et la mention "aux articles 4 iv) ou 5 1) a)", sera substituée à celle de "à l'article 5 a)";

h) La liste 1, groupe 1, est complétée comme suit :

"Navires de guerre à usage défensif ou offensif (sous-marins ou de surface) transformés ou non à usage militaire A";

i) La liste 1, groupe 7, est complétée comme suit :

"Navires, à savoir :

1) Hydroplanes; S

2) Navires de pleine mer, y compris les bateaux de pêche et les caboteurs conçus pour naviguer plus de 26 noeuds à pleine charge; S

3) Navires dont les coques et les machines sont faites entièrement ou principalement de matériaux non magnétiques; S

4) Navires comportant des ponts ou des planchers spécialement renforcés pour supporter des armes; S

5) Navires sur lesquels sont installés l'un quelconque des dispositifs suivants :

a) Appareils et installations visés au groupe 1 de la présente liste; S

b) Appareils et installations désignés dans les intitulés du groupe 3 de la présente liste et concernant :

i) Les appareils permettant la détection et la localisation d'objets sous-marins;

- ii) Les équipements de communication, de
détection et de poursuite;
- iii) Les équipements de communication, de
navigation, d'orientation et de radars
et
- iv) Les boussoles et appareils gyroscopiques S
- c) Les installations de démagnétisation S."

Le 23 décembre 1974

D. N. Royce
Sous-Secrétaire au
Ministère du commerce

NOTE EXPLICATIVE

(La présente note ne fait pas partie de l'Ordonnance)

La présente ordonnance modifie l'Ordonnance de 1970 relative à l'exportation de marchandises (Contrôle) en ajoutant certains types de navires et de marchandises importées, et pour lesquelles une licence d'importation avait été accordée par le Secrétaire d'Etat, à la liste des marchandises dont l'exportation est contrôlée. Restent valables les licences d'importation accordées précédemment par application d'une ordonnance; elles produiront effet comme si elles avaient été accordées par application de l'article 3 de la loi d'urgence de 1964 (c.60) (prorogée et modifiée) et qui vient à expiration le 31 décembre 1974.

Annexe II

TEXTES LEGISLATIFS

1978 No 271

DOUANES ET ACCISES

ORDONNANCE DE 1978 RELATIVE A L'EXPORTATION DE MARCHANDISES
(CONTROLE) (AMENDEMENT)

En date du 1er mars 1978

Entrée en vigueur le 24 mars 1978

Le Secrétaire d'Etat, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 1 de la loi de 1939 sur les pouvoirs en matière d'importation, d'exportation et de douanes (Défense) a/ et des pouvoirs desquels il est maintenant investi b/, ordonne par les présentes ce qui suit :

1. 1) La présente ordonnance peut être désignée sous le nom d'ordonnance (amendement) de 1978 relative à l'exportation de marchandises (Contrôle). Elle entrera en vigueur le 24 mars 1978.

2) La loi de 1889 relative à l'interprétation c/ s'applique à l'interprétation de la présente ordonnance comme elle s'applique à l'interprétation d'une loi du Parlement.

2. L'ordonnance de 1970 relative à l'exportation de marchandises (Contrôle), telle qu'elle a été modifiée e/, s'applique compte tenu des modifications suivantes :

a) A la fin de l'intitulé du groupe 1 de l'annexe 1, ajouter le membre de phrase suivant : "et l'équipement de police paramilitaire";

b) Dans le groupe 1 de l'annexe 1, ajouter les entrées suivantes :

i) "Dispositifs acoustiques qui, d'après leurs fabricants ou fournisseurs, peuvent être utilisés pour réprimer les émeutes, et éléments spéciaux de ces dispositifs A";

a/ 1939 c. 69.

b/ Voir S.I. 1970/1537.

c/ 1889 c. 63.

d/ S.I. 1970/1288.

e/ Il n'existe pas d'ordonnance en portant amendement.

/...

- ii) "Boucliers anti-émeute, et éléments de ces boucliers A";
- iii) "Les blindages suivants :

Plaques de blindage faites entièrement ou essentiellement
de métal A";

Panneaux pare-balles en métal ou en une autre matière A";
- iv) "Dispositifs anti-émeute portatifs permettant d'administrer
une décharge électrique ou une substance paralysante et
éléments spéciaux de ces dispositifs A";
- v) "Lance-eau et éléments A";

Le 1er mars 1978

Alan Dunning
Secrétaire adjoint au
Département du Commerce

NOTE EXPLICATIVE

(La présente note ne fait pas partie de l'ordonnance)

La présente ordonnance modifie l'ordonnance de 1970 relative à l'exportation de marchandises (Contrôle) en ajoutant, dans le groupe 1 de l'annexe 1, certaines catégories de matériels utilisables pour réprimer les émeutes et des blindages à la liste des marchandises dont l'exportation est contrôlée.

Annexe III

TEXTES LEGISLATIFS

1978 No 277

NATIONS UNIES

Ordonnance de 1978 relative à l'Afrique du Sud (Embargo des Nations Unies sur les armes) (Transactions interdites)

En date du 1er mars 1978

Soumise au Parlement le 3 mars 1978

Entrée en vigueur le 24 mars 1978

Au Palais de Buckingham, le 1er mars 1978

En présence

De Sa Majesté la Reine en Conseil

Attendu qu'en vertu de l'Article 41 de la Charte des Nations Unies, le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, par une résolution adoptée le 4 novembre 1977, a demandé au Gouvernement de Sa Majesté britannique et à tous les autres Membres de l'Organisation des Nations Unies de prendre certaines mesures pour donner effet à une décision prise par le Conseil de sécurité au sujet de la République sud-africaine,

Sa Majesté la Reine, dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés en vertu de l'article premier de la loi de 1946 a/ sur les Nations Unies, ordonne ce qui suit, conformément à l'avis de son Conseil privé :

Titre et entrée en vigueur

1. La présente ordonnance peut être désignée sous le nom d'ordonnance de 1978 relative à l'Afrique du Sud (Embargo des Nations Unies sur les armes) (Transactions interdites) et entrera en vigueur le 24 mars 1978.

Interprétation

2. La loi de 1889 b/ relative à l'interprétation s'applique, avec les ajustements nécessaires, à l'interprétation de la présente ordonnance comme elle s'applique à l'interprétation des lois du Parlement.

a/ 1946 c. 45.

b/ 1889 c. 63.

Interdiction de certaines transactions relatives aux brevets, aux modèles déposés et aux techniques ou renseignements industriels

3. 1) La conclusion d'accords de licence en vue de l'utilisation de brevets, modèles déposés ou techniques ou renseignements industriels spécialement conçus ou formulés pour la fabrication ou l'entretien des biens visés par les dispositions du présent article est interdite à toute personne qui se propose, ou qui peut raisonnablement croire qu'une autre personne se propose de promouvoir, par de tels accords, la fabrication ou l'entretien de tels biens en Afrique du Sud.

2) Toute personne qui enfreint les dispositions du paragraphe 1 du présent article se rend coupable d'une infraction à la présente ordonnance.

3) Les biens visés par les dispositions du présent article sont les biens décrits dans le groupe 1 de l'annexe 1 de l'ordonnance de 1970 a/ relative à l'exportation de marchandises (Contrôle) sous sa forme modifiée b/, qui sont expressément destinés à des fins militaires ou de police paramilitaire.

Obtention de preuves et de renseignements

4. Les dispositions de l'annexe à la présente ordonnance visent à faciliter l'obtention par le Secrétaire d'Etat ou par une personne agissant en son nom de preuves et de renseignements permettant de déterminer si la présente ordonnance est ou non respectée et à faciliter l'obtention par le Secrétaire d'Etat ou par une personne agissant en son nom de renseignements prouvant que la présente ordonnance a été violée.

Poursuites et sanctions

5. 1) Toute personne qui enfreint la présente ordonnance est passible

a) Si elle est condamnée après inculpation, d'une peine d'emprisonnement de deux ans au plus, ou d'une amende, ou de ces deux peines à la fois; ou

b) Si elle est condamnée en vertu d'une procédure sommaire, d'une amende de 1 000 livres au plus.

2) Lorsqu'il est prouvé que l'infraction dont une personne morale s'est rendue coupable contre la présente ordonnance a été commise avec le consentement ou la complicité d'un directeur, administrateur, secrétaire ou autre personne occupant des fonctions analogues pour le compte de la personne morale, ou de toute personne prétendant agir en cette qualité, ou que ladite infraction est due à une négligence de la part d'une de ces personnes, ladite personne sera reconnue coupable de cette infraction au même titre que la personne morale et pourra comme cette dernière être poursuivie et punie en conséquence.

a/ S.I. 1970/1288.

b/ Les instruments pertinents sont les suivants : S.I. 1974/2189 et S.I. 1978/271.

Lorsque une personne morale est gérée par ses membres, les dispositions du présent paragraphe s'appliquent aux actes ou omissions dont l'un quelconque de ses membres est responsable dans l'exercice de ses fonctions de direction, comme si ce membre était directeur de la personne morale.

3) En cas de violation de la présente ordonnance, des poursuites ne seront engagées que sur l'ordre du Secrétaire d'Etat ou en Angleterre et au Pays de Galles, sur l'ordre du Procureur général ou, en Irlande du Nord, sur l'ordre de l'Attorney-General ou avec son consentement.

Exercice des pouvoirs du Secrétaire d'Etat

6. Le Secrétaire d'Etat peut, dans les limites et aux conditions qu'il jugera utile de fixer, déléguer l'un quelconque des pouvoirs qui lui sont conférés par la présente ordonnance (à l'exception du pouvoir dont il dispose en vertu de l'annexe à la présente ordonnance, de solliciter la délivrance d'un mandat de perquisition) ou en autoriser la délégation, à toute personne ou catégorie ou type de personne agréée par lui et toute référence dans le présent décret au Secrétaire d'Etat devra donc être interprétée en conséquence.

N. E. Leigh
Greffier du Conseil privé

Article 4

APPENDICE

PREUVES ET RENSEIGNEMENTS

1. 1) Nonobstant toute autre disposition de la présente ordonnance ou toute disposition d'une autre loi, le Secrétaire d'Etat (ou toute personne autorisée par lui à cet effet soit en général, soit pour un cas particulier) peut demander à toute personne se trouvant au Royaume-Uni ou résidant au Royaume-Uni de lui fournir (ou de fournir à la personne autorisée) tout renseignement en sa possession ou auquel il a accès et de lui présenter (ou de présenter à la personne autorisée) tout document en sa possession ou auquel il a accès que le Secrétaire d'Etat (ou la personne autorisée) peut exiger dans le but de faire appliquer la présente ordonnance ou pour détecter des actes visant à s'y soustraire; et toute personne à qui une telle demande est adressée doit y donner suite dans le délai et de la manière qui pourraient être spécifiés dans la demande.

2) Aucune disposition de l'alinéa qui précède ne saurait être interprétée comme signifiant qu'il peut être demandé à une personne qui a assumé les fonctions d'avocat ou de conseil auprès d'une autre personne de révéler une communication qui lui a été faite confidentiellement en cette capacité.

3) Lorsqu'une personne est condamnée sur l'inculpation de n'avoir pas fourni le renseignement ou produit le document comme on lui avait demandé de le faire aux termes du présent paragraphe, le tribunal peut lui ordonner de fournir le renseignement ou de produire le document dans un délai spécifié.

4) La faculté conférée par le présent paragraphe de demander à toute personne de produire des documents comprend le droit de faire des copies ou des extraits d'un tel document et de demander à la personne, ou si cette personne est une personne morale, à toute personne qui est actuellement ou qui a été un membre du Conseil d'administration ou un employé de cette personne morale, de fournir des explications au sujet de ces documents, copies ou extraits.

2. 1) Si un juge de paix est convaincu par un renseignement donné sous serment par une personne autorisée par le Secrétaire d'Etat à agir aux fins du présent paragraphe, soit en général, soit dans un cas particulier

a) Qu'il existe des raisons suffisantes de penser qu'une infraction à la présente ordonnance a été commise ou est en train d'être commise et que les preuves de cette infraction se trouvent dans des lieux ou dans un véhicule, navire ou aéronef spécifiés dans le renseignement donné; ou

b) Que des documents qui auraient dû être produits en vertu du paragraphe 1 du présent appendice et qui ne l'ont pas été se trouvent dans ces lieux ou dans ce véhicule, ce navire ou cet aéronef,

il peut lancer un mandat de perquisition autorisant tout gardien de la paix, accompagné de toute autre personne désignée dans le mandat et d'autres gardiens de la paix, à pénétrer dans les lieux spécifiés dans le renseignement ou, le cas

échéant, dans tout endroit où le véhicule, le navire ou l'aéronef peut se trouver, à n'importe quel moment dans un délai d'un mois à partir de la date du mandat, et à fouiller les lieux ou le véhicule, le navire ou l'aéronef en question.

2) Toute personne autorisée par le mandat susmentionné à effectuer une perquisition sur les lieux ou dans un véhicule, un navire ou un aéronef peut fouiller toute personne qui s'y trouve ou à propos de laquelle il a des raisons suffisantes de penser qu'elle a récemment quitté ces lieux ou ce véhicule, ce navire ou cet aéronef ou qu'elle est sur le point d'y entrer, et peut saisir tout document ou article trouvé dans les lieux ou dans le véhicule, le navire ou l'aéronef en question ou sur la personne, si elle a des raisons suffisantes de penser que ce document ou cet article représentent la preuve qu'une infraction a été commise comme indiqué ci-dessus, ainsi que tous documents dont elle a des raisons suffisantes de penser qu'ils auraient dû être produits en vertu du paragraphe 1 du présent appendice; enfin, elle peut prendre à l'égard de ces articles ou de ces documents toute autre mesure qui semblerait nécessaire pour en assurer la conservation ou pour empêcher toute ingérence à leur égard.

3) Lorsqu'en vertu du présent paragraphe une personne est habilitée à pénétrer dans des lieux ou dans un véhicule, un navire ou un aéronef, elle peut, à cette fin, avoir recours à la contrainte dans une mesure raisonnable.

4) Tous documents ou articles saisis en vertu des dispositions du présent paragraphe peuvent être conservés pendant une période de six mois ou si, au cours de cette période, une procédure est entamée pour une des infractions susmentionnées à laquelle ces documents ou articles ont trait, ceux-ci peuvent être conservés jusqu'à la fin de la procédure.

5) S'agissant de l'application des dispositions du présent paragraphe à l'Ecosse, toute référence à un juge de paix vise également le premier président du comté.

3. Toute personne autorisée par le Secrétaire d'Etat à exercer certains pouvoirs aux fins du présent appendice doit, si on lui en fait la demande, produire la preuve de cette autorisation avant d'exercer ces pouvoirs.

4. Aucun renseignement fourni ni aucun document produit (y compris toute copie ou extrait d'un document produit) par une personne à la suite d'une demande présentée en vertu du présent appendice, ni aucun document saisi en vertu du paragraphe 2 2) du présent appendice, ne seront divulgués ou communiqués sauf :

a) Avec le consentement de la personne qui a fourni le renseignement ou produit le document ou de la personne qui était en possession du document saisi.

Etant entendu que le consentement d'une personne qui avait un renseignement ou était en possession d'un document uniquement en sa qualité de préposé ou d'agent d'une autre personne ne peut donner son consentement aux fins du présent alinéa mais que ce consentement peut être donné par toute personne qui dispose de ce renseignement ou a la possession de ce document de son propre chef;

b) A une personne habilitée en vertu du présent appendice à demander que ce renseignement soit communiqué ou ce document produit ou à une personne titulaire de fonctions ou exerçant des fonctions au service de la Couronne et relevant du Gouvernement du Royaume-Uni; ou

c) Avec l'autorisation du Secrétaire d'Etat, à tout organe de l'Organisation des Nations Unies ou à toute personne au service de l'Organisation des Nations Unies ou au gouvernement d'un autre Etat aux fins d'aider l'Organisation des Nations Unies ou ce gouvernement à obtenir l'application de mesures prises par le Conseil de sécurité des Nations Unies en ce qui concerne l'Afrique du Sud ou à découvrir une violation de ces mesures; ou

d) En vue d'entamer une procédure pour une infraction à la présente ordonnance ou aux fins d'une telle procédure.

5. Toute personne qui :

a) Sans excuse raisonnable, refuse ou omet, dans le délai et de la manière requis (ou, si aucun délai n'a été précisé, dans un délai raisonnable) de donner suite à une demande présentée en vertu du présent appendice par une personne habilitée à cet effet; ou qui

b) Fournit sciemment ou imprudemment un faux renseignement ou une fausse explication ou empêche délibérément une personne d'exercer ses pouvoirs en vertu du présent appendice; ou qui

c) Détruit, tronque, altère, cache ou fait disparaître un document avec l'intention de se soustraire aux dispositions du présent appendice, commet une infraction à la présente ordonnance.

NOTE EXPLICATIVE

(La présente note ne fait pas partie de l'ordonnance)

L'ordonnance ci-dessus interdit, en application d'une décision prise par le Conseil de sécurité des Nations Unies dans sa résolution No 418 du 4 novembre 1977, certaines transactions relatives aux brevets, aux modèles déposés et aux renseignements industriels ou techniques concernant la fabrication ou l'entretien d'armes et de certains articles apparentés en Afrique du Sud. Ladite ordonnance confère également des pouvoirs en vue d'obtenir des preuves et des renseignements aux fins de son application.
